



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

L'an deux mille vingt-quatre, le quatre juillet à dix-huit heures, le Conseil s'est réuni salle Raymond LAVOGEZ (COSEC 1) à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 28 juin 2024, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

**Etaient présents :** Tous les conseillers communautaires titulaires en exercice, à l'exception de :

**Etaient excusés et avaient donné pouvoir :**

Philippe COUSIN a donné pouvoir à **Hubert DOUAY**  
Franck TINDILLER a donné pouvoir à **Bernard WAUQUIER**  
Marc DELABY a donné pouvoir à **Claude VILCOT**  
Danièle BERTIN a donné pouvoir à **Pierre-Georges DACHICOURT**  
Jean-Marie MICHAULT a donné pouvoir à **Marie-France BUZELIN**  
Michel KUCHARSKI a donné pouvoir à **Jocelyne CAULIER**  
Jean-Jacques OPRESCO a donné pouvoir à **Claudine OBERT**  
Daniel DUBOIS a donné pouvoir à **Joël LEMAIRE**  
Christelle BEAURAIN a donné pouvoir à **Josiane BOUTOILLE**  
Sébastien BAILLET a donné pouvoir à **Geneviève MARGUERITTE**  
Dominique DELSAUX a donné pouvoir à **Maryse MAILLART**  
Anthony JOUVENEL a donné pouvoir à **Daniel FASQUELLE**  
Thierry SAMIEC a donné pouvoir à **Claude COIN**

**Etaient excusés et représentés par un suppléant :**

Hubert MAQUAIRE représenté par **Vincent LECOUTRE**

**Etaient absents excusés et non représentés :**

**Sébastien BETHOUART, Christèle DEHARBE, Charles LANQUETIN, Gérard ANDRE, Franck LEURETTE, Danielle THILLIEZ, Jean-Claude GAUDUIN**

**Secrétaire de séance :** **Josiane BOUTOILLE**

*Monsieur Bernard MORGENTHALER est arrivé à 18h20 avant le vote de la délibération n°2024-229  
Madame Juliette BERNARD est arrivée à 18h32 avant le vote de la délibération n° 2023-243  
Monsieur Jean-François ROUSSEL a quitté la séance à 19h22 avant le vote de la délibération n°2024-272*

**Fin de la séance : 20h08**

<b>Numéro de l'acte</b>	<b>2024-280</b>
<b>Nature de l'acte</b>	<b>Délibération</b>
<b>Matière de l'acte</b>	<b>2.1 Documents d'urbanisme</b>

**Objet : Planification – Approbation du projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Wailly-Beaucamp**

• **Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois sur avis du Bureau,**

- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.103-2 et suivants, L.104-1 et suivants, L.132-2 et suivants, L.132-7 et suivants, L.153-11 et suivants, L.153-31 et suivants, R.104-11, R.132-1 et suivants, R.153-3 et suivants, R.153-11 et suivants, R.153-20 et suivants ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des Communautés de Communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan Local d'Urbanisme, document en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 25 juillet 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Wailly-Beaucamp ;
- Vu la Conférence Intercommunale rassemblant l'ensemble des Maires des communes en date du 06 octobre 2022 durant laquelle les modalités de collaboration ont été définies ;
- Vu la délibération n°2022-287 en date du 06 octobre 2022 portant sur l'engagement, définition des modalités de collaboration des communes membres et des modalités de concertation de la procédure de révision « allégée » du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp ;
- Vu la délibération n°2023-268 en date du 12 octobre 2023 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp ;
- Vu la saisine de l'autorité environnementale en date du 26 octobre 2023 sur le projet de révision allégée du PLU communal ;
- Vu la notification du projet d'arrêt du PLU de Wailly-Beaucamp aux personnes publiques associées mentionnées l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme ainsi qu'à la commune de Wailly-Beaucamp ;
- Vu l'avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France n°2023-7536 en date du 23 janvier 2024 ;
- Vu la décision du Tribunal administratif de Lille n°E24000020/59 en date du 01 mars 2024 désignant Monsieur LAPLACE Franck en qualité de commissaire enquêteur ;
- Vu l'arrêté n°2024-18 en date du 08 mars 2024 portant organisation d'une enquête publique sur le projet de révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp ;
- Vu le rapport d'enquête publique et les conclusions du commissaire enquêteur réceptionnés en date du 14 mai 2024 ;
- Considérant le mémoire en réponse de la CA2BM à la MRAE ainsi que la proposition de modification de l'évaluation environnementale et du résumé non technique ;
- Considérant le courrier d'invitation à la réunion d'examen conjoint dans le cadre de l'arrêt du projet du PLU de Wailly-Beaucamp aux personnes publiques associées mentionnées l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme ainsi qu'à la commune de Wailly-Beaucamp en date du 19 février 2024 ;

- Considérant les avis recueillis dans le cadre de la procédure de révision allégée, à savoir les avis sans remarques :
  - Du Conseil Départemental en date du 06 décembre 2023 ;
  - De la SNCF en date du 20 novembre 2023 et du Conseil Régional en date du 21 mars 2024 ;
  - De la Chambre des Commerces et d'Industrie en date du 05 mars 2024.
- Considérant l'avis avec remarques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer en date du 28 décembre 2023 ;
- Considérant l'avis simple de la CDPENAF en date du 01 mars 2024 ;
- Considérant la tenue d'une réunion d'examen conjoint en date du 04 mars 2024 entre l'Etat, l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal compétent, la commune de Wailly-Beaucamp et les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;
- Considérant le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint qui s'est tenu le 04 mars 2024 comportant en annexes les avis des personnes publiques associées et le mémoire en réponse ;
- Considérant l'avis favorable sans réserve et sans observations du commissaire enquêteur en date du 13 mai 2024 ;
- Considérant que l'enquête publique s'est déroulée en Mairie de Wailly-Beaucamp du 02 avril 2024 au 03 mai 2024 inclus (siège de l'enquête) ;
- Considérant que l'ensemble des modalités définies dans l'arrêté du Président n°2024-18 en date du 08 mars 2024 ont été respectées (affichage, parutions, avis informant le public...) ;
- Considérant qu'un dossier d'enquête publique concernant la révision allégée du PLU présentant l'exposé des motifs ainsi qu'un registre permettant au public de formuler ses observations ont été mis à la disposition du public en Mairie de Wailly-Beaucamp du 02 avril 2024 au 03 mai 2024 inclus et sur le site internet de la CA2BM ;
- Considérant qu'à l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a remis en date du 14 mai 2024 son rapport d'enquête, ses conclusions et son avis ;
- Considérant qu'une seule observation a été inscrite sur le registre d'enquête ;
- Considérant que l'observation du public n'a pas fait l'objet d'un rapport de synthèse et qu'en conséquence le commissaire enquêteur n'a pas jugé nécessaire de solliciter la CA2BM sur ce point ;
- Considérant que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve et sans observations en date du 13 mai 2024 au projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp ;
- Considérant néanmoins que compte tenu des résultats, des observations du public et des avis des personnes publiques associées, il y a lieu de procéder à une modification non substantielle au sein du dossier ;
- Considérant que dans l'avis délibéré de la MRAE n°2023-7536 en date du 23 janvier 2024, *« l'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse des impacts de la révision du PLU sur le paysage, en présentant des photomontages et en garantissant la réalisation des mesures prévues en les imposant dans le règlement »* ;
- Considérant que la CA2BM indique dans son mémoire en réponse *« qu'une disposition pourra être ajoutée au règlement écrit afin de prévoir la plantation de haies lors de l'extension du site »* ;
- Considérant que la CA2BM souhaite limiter l'impact paysager du projet et qu'il convient par conséquent au sein du dossier approuvé, d'ajouter une mention dans le règlement écrit (zone Nc) du PLU de Wailly-Beaucamp pour obliger la plantation d'une haie au sein des limites du projet d'extension de la carrière ;
- Considérant que la mention susmentionnée ne remet pas en cause l'économie générale du document ;

Conformément aux articles R 153-20 et suivants du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- D'un affichage en Mairie de Wailly-Beaucamp ainsi qu'au siège de la CA2BM durant un mois et sur le site internet de la CA2BM ;
- D'une mention dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département ;
- D'une publication au recueil des actes administratifs ;
- D'une publication au sein du GPU.

La délibération deviendra exécutoire à compter de la dernière publication.

**Après avoir entendu l'exposé du Vice-Président et en avoir délibéré,  
Le Conseil Communautaire décide :**

- d'approuver le projet de révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp, tel qu'annexé à la présente délibération.

### **Adopté à l'Unanimité**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

**Le Président,**

**Bruno COUSEIN**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20240704-2024-280-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/07/2024  
Publication : 08/07/2024